

(_/)
o o
+

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/environnement/20100302.OBS8502/la_pomme_de_terre_ogm_sera_interdite_en_autriche.html

UNION EUROPEENNE

Pas de patate OGM en France "dans l'immédiat"

NOUVELOBS.COM | 02.03.2010 | 18:33

Alors que la décision de la Commission européenne relance le débat sur l'innocuité des OGM, BASF annonce que sa pomme de terre Amflora ne sera proposée qu'aux pays "prêts à l'utiliser".



La pomme de terre OGM Amflora de BASF (AFP)

La pomme de terre génétiquement modifiée du groupe allemand BASF, autorisée mardi par la Commission européenne, ne sera **pas proposée en France** dans l'immédiat, a déclaré mardi 2 mars BASF dans un communiqué.
Amflora "est destinée aux pays qui sont d'ores et déjà prêts à l'utiliser", indique le groupe qui cite la Suède, les Pays-Bas, la République Tchèque et l'Allemagne.
"BASF n'a pas prévu, à ce jour, de la proposer aux industriels français et souhaite tenir compte des **particularités** et des demandes de chaque pays", a ajouté le groupe.

Interdiction nationale en Autriche

Le ministre autrichien de la Santé, **Alois Stöger**, va interdire la culture dans son pays de la pomme de terre génétiquement modifiée autorisée par Bruxelles dans l'Union européenne.

"Le ministre Alois Stöger prépare un texte pour interdire la culture de la pomme de terre OGM" sur le territoire autrichien, a déclaré un porte-parole du ministère de la Santé à l'AFP.

Le ministre a dit vouloir **légiférer "immédiatement"** en vue d'une interdiction nationale.

La Commission européenne a annoncé mardi avoir autorisé la culture d'une pomme de terre génétiquement modifiée du groupe allemand **BASF**, l'Amflora, premier feu vert depuis douze ans dans l'UE concernant les OGM.

L'Autriche avait déjà mis en place en 1999 une "clause de sauvegarde" pour empêcher l'importation et la culture de deux sortes de maïs génétiquement modifiés, le MON 810 de Monsanto et le T 25 de Bayer autorisés également par la Commission européenne.

"Un risque inacceptable pour la santé"

L'organisation **Greenpeace France** appelle la France à déclencher la "**clause de sauvegarde**" pour faire barrage à la pomme de terre OGM Amflora autorisée mardi par la Commission européenne.

L'organisation dénonce dans un communiqué l'autorisation de culture et de commercialisation de ce tubercule génétiquement modifié qui pose, selon elle, "un risque inacceptable pour la **santé humaine** et animale et l'environnement".

Notant qu'il s'agit de la première autorisation d'un nouvel OGM dans l'UE depuis 1998, Greenpeace souhaite que la France utilise pour s'y opposer "la clause de sauvegarde prévue dans la réglementation européenne pour protéger son environnement et la santé de ses citoyens".

"Résistance à certains antibiotiques"

L'organisation affirme que le tubercule Amflora de la firme agro-chimique allemande BASF "contient des gènes marqueurs qui lui procurent une faculté de résistance à certains antibiotiques".

"Risques médicaux, environnementaux, tout allait contre cette autorisation", juge-t-elle. "**Disséminer des OGM** de la pomme de terre BASF dans l'environnement pourrait augmenter la résistance de certaines bactéries à des médicaments, comme des traitements contre la tuberculose", estime-t-elle.

"Il est vraiment très choquant que l'un des premiers actes officiels de la **nouvelle commission** soit d'autoriser une culture aussi critiquable. Depuis six ans, l'innocuité de cette pomme de terre fait l'objet de **controverse scientifiques**", souligne l'organisation en rappelant qu'une "majorité des pays de l'Union Européenne s'est opposée à cette autorisation".

En 2008, la France a fait valoir cette clause pour suspendre la culture du maïs OGM MON 810, comme l'ont également fait cinq autres pays membres dont l'Allemagne.

Une "très mauvaise nouvelle" pour Duflot

Cécile **Duflot**, a qualifié mardi 2 mars de "très **mauvaise nouvelle**" le feu vert donné par Bruxelles à la mise en culture d'une pomme de terre génétiquement modifiée, appelant le gouvernement français à s'y opposer.

"C'est une très mauvaise nouvelle", a affirmé la secrétaire nationale des Verts, sur RMC.

"Ce que demandent notamment les écologistes et nos députés européens c'est qu'on puisse faire une évaluation précise (des risques). Ça fait dix ans qu'on le demande, ça n'a pas été fait", a-t-elle ajouté, reprochant à la Commission européenne "de se précipiter".

Elle a souligné que des traces de tels organismes génétiquement modifiés utilisés dans l'alimentation animale pouvaient se retrouver "dans le viande ou le lait" **à l'insu des consommateurs**.

Quel est le danger ? "Justement on ne le connaît pas ! On a pu avoir, sur le maïs notamment, quelques études qui ont montré sur des rats des conséquences sur des atteintes au foie. Ces travaux scientifiques doivent être approfondis, on doit aller jusqu'au bout de ces études-là avant de commercialiser", a dit Cécile Duflot.

Appliquer la clause de sauvegarde

"Ces doutes, ce soupçon ne peuvent pas être levés aujourd'hui puisque ces études n'ont pas été menées avec suffisamment de moyens, de rigueur et de temps", a insisté la chef de file d'Europe Ecologie pour les élections régionales en Ile-de-France.

A la question de savoir ce qu'elle attendait du **gouvernement français**, elle a souhaité qu'il "refuse la commercialisation et la culture de cette pomme de terre comme de **tous les OGM**". "On a appliqué et fait appliquer la clause de sauvegarde, il faut continuer", s'est-elle exclamée.

La Commission doit "sortir de sa tour d'ivoire"

Fer de lance de la contestation des OGM en France, **José Bové** a, lui aussi, dénoncé le feu vert européen accordé à la culture d'une pomme de terre génétiquement modifiée, exhortant Bruxelles à sortir de sa "tour d'ivoire".

"La **Commission européenne** doit sortir de sa tour d'ivoire et revenir sur cette décision", a-t-il déclaré dans un communiqué.

"Elle doit entendre enfin les citoyens qui ne veulent pas d'OGM. Elle doit en outre accepter la position des 27 Etats membres (de l'UE) qui en décembre 2008 avaient majoritairement souhaité une réforme radicale des procédures d'évaluation" des demandes d'autorisation des produits transgéniques, a-t-il ajouté.

Connu pour ses prises de position contre les OGM, José Bové a fait l'objet de condamnations en justice pour ses actions d'**arrachage illégal** de plantations transgéniques.

Autorisation de la Commission européenne

Il s'agit du premier feu vert de ce type depuis douze ans dans l'**Union européenne**, où les **OGM** suscitent une vive controverse. La décision prise ce mardi est de nature à relancer le débat autour de l'innocuité des produits OGM en Europe. Le président de la **Commission européenne**, José Manuel Barroso, a profité du début de son deuxième mandat à Bruxelles pour clore le dossier de la pomme de terre de BASF qui avait empoisonné son premier mandat.

Selon le communiqué de l'exécutif européen la vraie nouveauté concerne l'autorisation de la pomme de terre Amflora, un tubercule conçu par la firme BASF destiné à l'usage industriel pour son amidon et à l'alimentation animale. La Commission européenne n'avait plus donné son feu vert à une culture OGM en Europe depuis 1998 et le maïs **Monsanto** MON 810 dont l'autorisation de culture est arrivée à échéance il y a deux ans.

Choc des écologistes

Bruxelles a aussi accepté la commercialisation en Europe à des fins alimentaires de trois variétés de maïs transgéniques de la firme **Monsanto**, des dérivés du MON 863, selon un communiqué de l'exécutif européen. Une décision moins spectaculaire dans la mesure où des produits OGM importés font régulièrement l'objet d'autorisations pour le commerce.

Les écologistes au Parlement européen se sont dits "choqués" mardi par l'autorisation sans précédent accordée par la Commission européenne à la culture d'une pomme de terre génétiquement modifiée du groupe allemand BASF, le premier feu vert de ce type depuis douze ans.

"Je suis choqué de voir que le **commissaire à la Santé** et à la protection des consommateurs, John Dalli, n'a eu besoin que de quelques semaines dans ses nouvelles fonctions pour exprimer un soutien aussi flagrant aux intérêts industriels", a estimé l'un de leurs chefs de file, Martin Häusling, dans un communiqué.

"Déclaration de guerre"

"Cette décision de reprendre les autorisations de dissémination d'OGM dans l'environnement, en évacuant le débat sur leurs risques, est inacceptable", a critiqué de son côté la libérale Française **Corinne Lepage**, vice-présidente de la commission Environnement du Parlement.

Elle "constitue une véritable déclaration de guerre à l'égard des citoyens européens majoritairement opposés aux cultures OGM, de la part de M. (José Manuel) Barroso", le président de la Commission, a-t-elle ajouté.

L'organisation des **Amis de la terre** a également dénoncé le feu vert de Bruxelles à la pomme de terre génétiquement modifiée de BASF. "C'est une mauvaise journée pour les citoyens européens et l'environnement", a-t-elle dit dans un communiqué.

(Nouvelobs.com avec AFP)
